

8 mars 2016 !

Journée internationale de luttes des femmes

Toujours mobilisé-es pour l'égalité des sexes et des droits

Depuis un an difficile de trouver quelles ont été les avancées pour les femmes ; peu d'évolution, de la stagnation, quand ce n'est pas de la régression.

En France

Le nouveau gouvernement Hollande n'apportera rien de meilleur pour le monde du travail mais continuera, comme le précédent, à faire des cadeaux au MEDEF dont le plus gros sera la casse du Code du Travail. Bien évidemment la parité en nombre existe au sein de celui-ci mais c'est une parité en trompe l'œil ! Les ministères « régaliens » sont réservés aux hommes et ceux importants donnés aux femmes les enferment dans les rôles figés qui sont les leurs depuis des siècles : le social, l'éducation, l'enfance... et surtout pas de portefeuille pour les droits des femmes ! On les inclut dans celui la famille !!! Et la présence féminine se manifeste principalement dans les secrétariats d'État, c'est à dire des sous-ministères. Bien que le gouvernement affirme que la lutte contre les violences faites aux femmes est l'une de ses priorités, c'est par leur émancipation qu'elle sera réalisable et pour l'instant il n'en montre pas réellement la volonté politique. L'égalité n'existe pas non plus dans le milieu du 9^{ème} art qu'est la Bande Dessinée. On l'a vu au dernier festival de la BD d'Angoulême où pas une seule femme dessinatrice n'était nommée alors qu'elles participent au vote pour l'élection et que les créatrices représentent 12,40 % des auteur-e-s. Le sexisme a la vie dure.



Dans le monde du travail l'égalité professionnelle n'a pas évolué et les salaires des femmes - à compétence égale - y sont toujours inférieurs d'environ 20 % à celui des hommes. Plus on monte dans la hiérarchie, plus les postes importants sont réservés à ceux-ci. Dans certaines professions elles sont toujours en minorité pour ne pas dire quasiment absentes. Difficile de faire une liste de tout ce qui n'a pas changé mais plutôt régressé dans tous les secteurs concernant les femmes. Le seul point positif ce sont les modifications apportées à la loi sur l'IVG qui seront, selon la ministre Marisol Touraine, mises en place avant l'été : suppression du délai de réflexion d'une semaine, création de centres plus proches, remboursement à 100 % de l'IVG et de tous les actes médicaux nécessaires pour celle-ci.

Dans le monde

Au Brésil malgré les risques encourus par les fœtus à cause du virus Zika, l'avortement reste toujours interdit et les femmes qui y ont recours sont considérées comme des criminelles. La porte est ouverte à l'accroissement des avortements clandestins (environ un million par an), tous les deux jours une femme en meurt.



En Iran, où est tolérée la polygamie, les jeunes filles sont « autorisées » à se marier (ou à être mariées !?), à partir de 13 ans, et même plus jeunes avec l'accord d'un juge. Et une loi récente permet aux hommes de se marier avec leur fille adoptive. C'est la porte ouverte à la légalisation de la pédophilie, au viol et au développement de l'inceste.

Pays Basque

Plus de Planning Familial à Bayonne qui ne disposait pas de locaux propres et qui devait faire ses permanences dans divers lieux selon leurs disponibilités, un fonctionnement qui a usé les personnes qui y militaient. Il semblerait qu'une solution soit recherchée mais sans locaux propres il sera difficile de remotiver les militant-es (aux dernières nouvelles un nouveau groupe se constituerait). Alors que les violences contre les femmes ont augmenté de plus de 13 % dans les Pyrénées Atlantiques, la disparition d'un lieu de parole et d'écoute pour tous et toutes ne peut que pénaliser le public.

Dans le même temps l'évêque ultra-réactionnaire de Bayonne, pour qui l'avortement est assimilable aux actes terroristes de Daech, soutient l'ouverture d'un centre pro-vie « Louis et Zélie Martin » (couple récemment canonisé qui a eu 9 enfants dont Sainte Thérèse de Lisieux). Pour contacter celui-ci il faut téléphoner au diocèse de Bayonne... doutons que l'interruption volontaire de grossesse y soit défendue. Sans parler de la vidéo anti-avortement qui tourne en boucle dans la cathédrale. "À débrancher", comme le dit une conseillère municipale!

Triste bilan donc 40 ans après l'adoption la loi Veil ! Alors continuons et développons la lutte pour l'égalité des droits des femmes dans tous les secteurs où nous évoluons et profitons de la journée du 8 mars pour crier haut et fort notre colère et nos revendications !

Martxoaren 8a Euskal Herrian - 8 MARS au Pays Basque
Gora emazteen borroka ! Femmes toujours en lutte !

Bayonne

17h30 rassemblement Porte d'Espagne et défilé-performance

18h15 devant l'évêché «Contre tous les obscurantismes !»

18h45 manif jusqu'à la mairie

19h30 à « l'autre cinéma » apéro tapas suivi du film « Alias Maria »

9 mars à 18h30 : projection-débat à «Txalaparta» 10 rue J. Laffitte

Hasparren

20h30 pique-nique maison Eihartzea-débat «Stéréotypes de langage»

Sommaire :

Page 1 : Journée internationale de luttes des femmes

Page 2 : Déclaration de guerre au monde du travail

Page 3 : L'agriculture malade du capitalisme

Page 4 : Lorentxa Guimon enfin libérée

Page 5 : Syrie, un peuple martyrisé

Page 6 : Film «Amama»



Une déclaration de guerre à la classe ouvrière

Mobilisation générale

pour le retrait du projet de loi El Khomri !

Apart l'arrivée de trois écologistes en mal de portefeuilles ministériels et celle d'un grand patron de presse du Sud-Ouest, le nouveau gouvernement Valls ressemble comme deux gouttes d'eau à l'ancien. Quant à sa politique anti-ouvrière et antipopulaire, elle sera rigoureusement la même qu'avant, et peut-être même pire.

Un avant-goût de cette politique nous a été donné, quelques jours après la formation de ce nouveau gouvernement, par la publication de l'avant-projet de loi portant sur la réforme du Code du Travail. Tout le texte tend à mettre à mal les acquis sociaux et à rogner un peu plus sur les droits que les travailleurs et les travailleuses ont réussi à arracher par leurs luttes au cours des décennies passées.

RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL



La ministre du Travail, Myriam El Khomri, reprend l'essentiel des propositions déjà avancées par Valls-Macron : «assouplissement» du temps de travail (en fait la mise à mort définitive des 35 heures), réduction du taux de paiement des heures supplémentaires, plafonnement des indemnités prud'homales, élargissement de la notion de «licenciements économiques» au profit exclusif du patronat, abandon dans les faits des conventions collectives au profit d'accords d'entreprise plus restrictifs, possibilité d'abaisser les salaires et d'augmenter les horaires, aggravation des conditions de travail des apprenti-es mineur-es, facilitation des licenciements etc. Quant à la tenue de référendums d'entreprise, elle sera du ressort exclusif du patron qui pourra, sous la menace de suppression d'emplois, faire entériner des mesures antisociales auxquelles s'opposeraient les organisations syndicales.



Pas étonnant dans ces conditions que l'ensemble du patronat - du MEDEF à la CGPME - ait fait le meilleur accueil à ce texte qui constitue une véritable déclaration de guerre au monde du travail.

Si les directions syndicales, dans leur majorité, ont manifesté leur opposition à cet avant-projet de loi, cette opposition ne s'est pas traduite jusqu'à présent par une demande de son retrait pur et simple, encore moins par des appels à la lutte pour mettre à bas cette législation scélérate.

Et pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit. Car sans une lutte d'ensemble des travailleurs et des travailleuses, en activité ou sans emploi, sans une mobilisation massive dans les usines, les entreprises de toutes sortes et les quartiers populaires, le tandem Hollande-Valls continuera à organiser systématiquement la casse des acquis sociaux.

Tôt ou tard, et le plus tôt sera le mieux, c'est dans la rue qu'il faudra manifester notre colère et combattre ce gouvernement qui, malgré son étiquette «socialiste», est sans doute le plus réactionnaire sur le plan de la régression sociale et de la mise à mal des libertés publiques que le pays ait connu depuis l'instauration de la Vème République en 1958.

A BAS LA REFORME SCÉLÉRATE !



Derrière la crise agricole

LES TRUSTS ET LES GROUPES FINANCIERS

Six mois après les actions de l'été dernier, les agriculteurs sont à nouveau dans la rue. La cause de ce regain de colère est un nouvel effondrement des prix agricoles. Ceux payés aux producteurs bien entendu, mais pas ceux que nous trouvons dans les rayons. Etranglés par les dettes, beaucoup de petits paysans sont proches de la faillite et n'ont plus de couverture sociale faute de pouvoir s'acquitter de leurs cotisations. Nombre d'entre eux se suicident.

Dans les manifestations, les agriculteurs et les agricultrices, ont ciblé, à juste titre, les industriels et la grande distribution. Mais ils ont aussi protesté contre les importations alors que la France exporte autant qu'elle importe. Diviser, dresser les agriculteurs des différents pays les uns contre les autres, n'est pas une bonne chose.



L'AGRICULTURE VICTIME DU PRODUCTIVISME

Il est clair que la mondialisation capitaliste est à l'origine des déboires des agriculteurs et des agricultrices, un peu partout dans le monde. Aujourd'hui, l'agriculture serait en mesure de nourrir normalement douze milliards d'êtres humains, soit près du double de la population mondiale. Toutefois, un enfant de moins de dix ans meurt de faim toutes les cinq secondes tandis que des dizaines de millions d'autres, et leurs parents, souffrent de sous-alimentation et de ses séquelles.



De multiples causes sont à l'origine de la sous-alimentation chronique de plus d'un milliard de personnes sur la planète et de la mort de beaucoup d'autres. La principale, c'est que la production agricole est accaparée par les puissances financières et les trusts (de l'agroalimentaire, de l'industrie et du commerce). En spéculant, les banques et leurs traders, qui sont les principaux opérateurs des bourses des matières premières agricoles, fixent, au final, les prix des aliments. De grands trusts contrôlent de très nombreux abattoirs, des silos, des installations portuaires, des flottes marchandes, des industriels de la grande distribution.

Quelques monopoles privés maîtrisent les produits et les équipements achetés par les paysans (semences, pesticides, fongicides, fertilisants, engrais minéraux, machines agricoles etc.). Des groupes français (Boré, Crédit Agricole, Louis Dreyfus) s'emparent de terres agricoles en France et ailleurs pour imposer un modèle d'agriculture intensive.

De grandes sociétés françaises contrôlent aussi l'eau nécessaire aux récoltes. Ces grandes firmes s'enrichissent sur le dos des agriculteurs et des consommateurs. Pour survivre les agriculteurs sont conduits à produire toujours plus.

La course au gigantisme pèse sur les prix, sur la qualité, sur l'environnement et laisse beaucoup de perdants dans le fossé. L'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'Europe, les dirigeants politiques de ces organismes, les Etats occidentaux sont les adeptes et les complices de ce modèle d'agriculture capitaliste.

SORTIR DU CAPITALISME

40 % des habitants de notre planète vivent de l'agriculture et plus de la moitié des terres de la planète est utilisée à cet effet. C'est une activité primordiale pour la survie de l'humanité. Comment combattre et vaincre l'ennemi capitaliste ? Che Guevara aimait à citer ce proverbe chinois : «Les murs les plus puissants s'écroulent par leurs fissures». Alors provoquons des fissures dans l'ordre actuel du monde qui écrase les peuples. C'est l'affaire de chacun, des agriculteurs comme des consommateurs.



Celles et ceux qui travaillent la terre doivent tendre la main à tout-e-s les exploité-e-s. Car sortir des crises agricoles à répétition implique de sortir du capitalisme, de se passer des vampires qui se nourrissent aussi du travail de l'ensemble du monde du travail : les puissances d'argent. Ce sont elles qu'il faut détruire avant qu'elles ne nous détruisent.



Prisonniers et prisonnières basques

LORENTXA GUIMON ENFIN LIBÉRÉE!

Le résultat du délibéré est tombé jeudi 25 février. Lorentxa, prisonnière basque gravement malade, sort enfin de prison. Elle pourra retrouver sa famille, ses ami-e-s et être soignée dans de bonnes conditions. Mais son état de santé est critique. Elle a dû être hospitalisée par trois fois ces dernières semaines. Sa libération n'a que trop tardé et c'est bien le gouvernement français qui en porte la responsabilité.

De longs mois d'attente dus à l'acharnement du pouvoir politique

C'est en mars 2015 que Lorentxa a demandé un aménagement de peine. L'audience a eu lieu en novembre. Les juges lui ont accordé la libération conditionnelle. Mais le procureur, représentant le ministère de la Justice, a immédiatement fait appel. Lorentxa Guimon est restée emprisonnée ce qui a empêché sa prise en charge médicale satisfaisante face à l'aggravation de la maladie. Il faut dénoncer l'acharnement politique du gouvernement français qui refuse d'entrer dans le processus de paix, s'enferme dans une répression intolérable s'appuyant sur des juridictions d'exception, au mépris des principes humanitaires les plus élémentaires.

Une forte mobilisation

De nombreux rassemblements ont eu lieu, exigeant la libération de Lorentxa : dans les villes et villages du Pays Basque, jusque devant le collège où sa fille est élève et jusqu'à Rennes, lieu de son incarcération, avec le soutien d'un collectif breton. Le 17 février, un groupe de jeunes s'est enchaîné aux grilles de la sous-préfecture de Bayonne. Les



trois jours précédant le délibéré, le collectif Bagoaz a installé un campement devant la mairie d'Anglet (où habite sa famille), une installation provisoire qui a été un lieu d'information et de sensibilisation sur le cas de Lorentxa et, de façon générale, la situation des presos. Ces derniers, dans les prisons, ont mené de multiples actions en soutien à Lorentxa : affichages, refus de plateau, de promenade... Il y a eu aussi les nombreuses interventions d'organisations, d'élue-s et de soutiens de plus en plus nombreux.

Et il faut parler de l'ensemble des actions et manifestations – comme celles du 9 janvier dernier, 10 000 personnes à Bayonne, 70 000 à Bilbao - pour la résolution du conflit et les droits des presos, qui sans nul doute ont joué.

Dans un contexte de blocage total où les États espagnol et français se refusent au moindre geste, la libération de Lorentxa Guimon est sans contexte une victoire politique qui doit maintenant entraîner d'autres.

La lutte continue

Cette victoire ne peut que renforcer la détermination de toutes celles et ceux qui se battent pour le respect des droits des presos.

La bataille continue pour la libération d'Ibon Fernandez Iradi, atteint de sclérose en plaques et incarcéré à Lanne-mezan ; celle de Lorentxa Beyrie, Jakes Esnal, Txistor Haramburu, Ion Kepa et Unai Parot etc. auxquels on refuse la libération conditionnelle à laquelle ils ont droit.

La bataille continue contre la dispersion et l'éloignement, pour le rapprochement de tous les presos vers le Pays Basque. Un accident s'est encore produit il y a quelques jours à l'occasion d'une visite, heureusement sans victime.

Au delà, le combat continuera pour la libération de toutes et tous, pour le retour de toutes et tous les exilé-e-s, pour l'amnistie dans le cadre de la résolution intégrale du conflit.





LA GUERRE EN SYRIE

L'anéantissement d'un peuple

Après cinq années de guerre, la Syrie n'est plus que l'ombre d'elle-même. Sur 24 millions d'habitants 460 000 ont été tués, des millions d'autres blessés, 8 millions ont été déplacés au sein même du pays et 4 autres millions contraints à l'exil.

Des dizaines de villes et des centaines de villages sont désormais en ruines et la population manque de tout, d'eau, de vivres, d'électricité, d'abris, sans compter d'hôpitaux et d'écoles.

Au soulèvement consécutif au «Printemps arabe» a succédé une guerre civile largement confessionnelle opposant les troupes du régime alaouite (chiite) de Bachar Al Assad à ses opposants presque exclusivement sunnites (dont Daech), puis une guerre « classique » dans laquelle sont intervenues tout à la fois les puissances régionales (Turquie, Arabie Saoudite, Iran) et les grandes puissances, avec d'un côté la coalition menée par les Etats-Unis, de l'autre la Russie poutinienne. A cela s'ajoutent les Kurdes de Syrie - désormais armés par les Etats-Unis et protégés de toute intervention aérienne ou terrestre de la Turquie par l'aviation et les batteries sol-air russes - qui veulent profiter de la situation pour élargir la région qu'ils contrôlent le long de la frontière turque et en faire une région autonome.

Dès le départ la lutte contre les Fous de Dieu de l'Etat islamique (Daech) a été le prétexte pour les uns et les autres pour avancer leurs pions. Tard venue dans le conflit la Russie n'a qu'un objectif : reprendre pied au Moyen-Orient, une région dont elle avait été évincée après la chute de l'URSS. Son appui à Assad lui permet de bénéficier d'une base navale en Méditerranée et de deux bases aériennes dans le pays. Pour légitimer le régime du dictateur syrien et le présenter comme la seule alternative crédible à Daech, elle bombarde sans cesse les opposants « laïcs » ou « islamistes modérés » à Damas dans le but de les affaiblir face à l'armée régulière syrienne. Et, dans une certaine mesure, cette politique porte ses fruits. Longtemps considéré comme un « pestiféré » par les impérialistes occidentaux, le régime Assad est désormais invité à la table des négociations au même titre que ses opposants. L'Iran appuie cette politique qui lui permet de placer



ses pions à Damas après avoir fait de même à Bagdad à la faveur de la formation de gouvernements dominés par les Chiites.

Du côté des Occidentaux la tentative de mettre sur pied une grande coalition a fait long feu. La Turquie, l'Arabie Saoudite et certaines monarchies du Golfe ont longtemps soutenu Daech et ne rêvent que de renverser Assad pour le remplacer par un régime sunnite. D'où leurs réticences à bombarder Daech qu'ils considèrent toujours comme un allié potentiel.

De plus la Turquie est surtout obnubilée par les Kurdes qu'elle veut empêcher à tout prix de constituer un territoire autonome à sa frontière avec la Syrie. D'où les bombardements incessants de leurs positions depuis le territoire turc. Quant aux Kurdes de Syrie, qui respectent depuis des années une « paix armée » avec l'armée régulière syrienne, ils

s'en prennent aussi bien à Daech qu'aux groupes armés anti-Assad pour tenter d'agrandir le territoire qu'ils contrôlent. La principale victime de cet imbroglio sanglant est bien sûr la population civile décimée, bombardée, contrainte à fuir vers les régions les moins touchées par la



guerre, voire à se retrouver derrière des barbelés dans les pays limitrophes ou en Europe.

Et si nous sommes bien sûr solidaires du peuple syrien, nous n'en oublions pas pour autant la responsabilité des grandes puissances dans le chaos actuel qui a commencé, en 2003, avec l'intervention des troupes nord-américaines pour renverser Saddam Hussein, chaos qui s'est ensuite étendu à l'ensemble de la région.



AMAMA

un film d'Asier Altuna

Asier Altuna, réalisateur basque, nous propose un film sur la fin d'un monde rural, quelque part au Pays Basque sud.

Le décor en est une ferme paisible et solitaire, une forêt d'arbres enveloppée d'un manteau de brume, décor propice aux rêveries mythologiques, voire au fantastique.

Dans la ferme, Amama, la grand mère mutique, son fils et sa bru, et leurs trois enfants, deux garçons et une fille, Amaia, la benjamine.

Le fils aîné trahit la tradition séculaire : il devait prendre la direction de la ferme, il choisit de partir. Son père, bouleversé ne peut, ne veut, lui dire au revoir. Le silence construit une frontière, la guerre n'est pas déclarée, mais elle est là, latente. Le second fils est déjà parti vivre sa vie, à côté, avec femme et enfants.

C'est à Amaia qu'il reviendra, aidée de sa grand-mère et de sa mère, d'affronter le père, sa douleur et sa rigidité. Curieusement ce père incapable de communiquer ne nous irrite pas, il nous touche par ses silences qui disent sa souffrance.

Père et fille s'affrontent par des passages à l'acte qui signent leur impossibilité de communiquer.

C'est un film sur le conflit des générations. C'est

aussi un film sur la mort, la mort d'une époque, la mort d'un être cher. Mais aussi un film sur la vie qui reprend ses droits, avec de nouveaux habits, de nouveaux possibles.

Amama est une figure importante de ce récit. Sa bouche se tait mais ses yeux parlent, à son fils pour lui dire sa désapprobation, à ses petits enfants pour leur dire sa tendresse et sa tristesse, à sa bru pour l'assurer de sa complicité bienveillante.

L'arbre est un autre élément clé de ce récit. Il représente la solidité, l'immutabilité, la rigidité aussi. La transformation d'un arbre en un meuble représente un moment fort du film où le père transforme sa douleur et sa rancune en un acte d'amour pour sa

filles. La mère est actrice de ce changement, avec tendresse et fermeté.

Asier Altuna filme superbement les paysages qui nous apparaissent comme des tableaux impressionnistes, aux

couleurs douces et aux formes poétiques.

Ce film a été couronné au festival de Donosti. Iraia Elias, qui joue Amaia, est nominée au Goya 2016 de la meilleure actrice.

On regrette qu'Amama ne soit pas distribué dans les salles, ailleurs qu'au Pays Basque, car au delà d'être un excellent film, il parle d'un sujet universel et très actuel : l'ouverture aux autres, aux différences, la perte de repères rassurants.

Le film est en langue basque, sous-titré en français.

